

**Programme électoral
des candidats du Parti des travailleurs aux élections
locales (APC - APW) du 29 Novembre 2012**

Akabar Ixeddamen

PT

حزب العمال

Pour immuniser la nation



46

Votez pour les listes PT !

ENGAGEMENT ELECTORAL

Chères sœurs, chers frères,

Nous sommes les candidats que le PT, présente aux élections locales du 29 novembre 2012 avec pour slogan central « immuniser la nation ».

Nous sommes des travailleurs, des travailleuses, des fonctionnaires, des agriculteurs, des syndicalistes, des retraités, des cadres. Militant(e)s pour la démocratie et le socialisme, nous nous adressons à vous à travers cet engagement électoral.

50 ans après l'indépendance, nous considérons que la résolution du déficit énorme en légitimité dont souffrent les institutions élues devient une question de sauvegarde nationale.

En effet, l'échec des réformes politiques adoptées en 2011 et, par conséquent, du processus électoral du 10 mai 2012, vient démontrer que l'exercice, par le peuple, de sa souveraineté, exige comme condition première, des élections libres et démocratiques à une Assemblée Constituante Souveraine, garante de la souveraineté nationale et donc de l'inaliénabilité de la propriété collective de la nation.

Il s'agit, en effet, de bâtir le socle sur lequel repose l'expression de la démocratie à travers une assemblée nationale qui révisé la constitution conformément à la volonté populaire, librement exprimée.

Sur cette base, elle restitue la parole au peuple pour qu'il choisisse ses représentants à tous les niveaux. Ces représentants contrôlables et révocables auront pour tâche d'élaborer les lois et politiques conformes aux seuls intérêts du peuple et à la démocratie.

C'est ainsi que pourront être réunies les conditions pour la démocratie locale, pour que les assemblées locales puissent réellement s'engager dans la voie du développement local, de la prise en charge des aspirations des citoyens au bien-être et que s'exerce le contrôle populaire.

Nous le réaffirmons : la démocratie participative qui associe des acteurs non élus aux décisions des conseils municipaux est la négation de la démocratie du mandat.

Bien évidemment, le parachèvement du processus de restauration de la paix, préservant la souveraineté nationale et l'intégrité de la nation, reste la condition principale pour tout programme de développement du pays.

Alors, notre premier engagement consiste à soutenir toute action politique susceptible d'aider notre pays à sortir définitivement de la crise, à empêcher toute ingérence dans les affaires internes du pays, toute at-

teinte à sa souveraineté.

En ce cinquantenaire de l'indépendance nationale nous réaffirmons notre détermination à défendre toutes les conquêtes de la nation.

Pour nous, l'unité de la République et sa continuité exigent la consécration de l'égalité des droits entre les citoyens de tout le pays, par une répartition juste des ressources nationales et un système de péréquation notamment dans le transport des voyageurs et des produits agricoles et de base. Ainsi, seront protégés les wilayas désavantagées et ou enclavées. La république ne saurait souffrir une quelconque forme de discrimination en matière de développement. Bien au contraire, elle appelle la mise en œuvre d'une discrimination positive en faveur des régions qui accusent un grand retard. Pour cela, nous considérons que l'exigence d'un développement local harmonieux est incompatible avec la régionalisation parce qu'elle détruit les législations nationales, les programmes d'enseignement et de santé nationaux et crée une Algérie utile car riche en ressources et en recettes fiscales et une autre inutile, livrée à la misère et au sous-développement. De même que tout développement local viable est incompatible avec toute décentralisation qui viserait à livrer les communes à leur sort par le désengagement de l'État, amenant les responsables et élus locaux à accabler les citoyens par la multiplication des taxes et impôts pour dégager des ressources qui resteraient au demeurant insuffisantes, mais aussi à brader le patrimoine foncier et les biens publics pour parer aux urgences. Dans ce cadre, nous nous opposons à l'intercommunalité forcée qui vise à réduire les dépenses de l'Etat au détriment du renforcement des services publics.

Et nous affirmons que l'amélioration des prestations sociales et des rapports entre les citoyens et l'administration, appelle au moins le doublement du nombre d'APC tenant compte des avancés démographiques et de l'étendue du territoire de notre pays.

Pour nous, la préservation des ressources naturelles de notre pays (pétrole, gaz, mines...) du pillage étranger est une question essentielle et vitale considérant qu'elles sont la principale source de financement. De ce fait, nous considérons qu'il est de notre devoir, du devoir de chacune et chacun, de défendre les nationalisations et de militer pour le recouvrement de l'intégrité de la souveraineté nationale sur l'ensemble des ressources de notre pays et sur l'économie nationale. Alors, plus que jamais et au moment où la crise du système capitaliste sème la désolation, la misère et la guerre sur tous les continents, nous combattons toute

décision contraire à l'article 17 de la constitution, c'est-à-dire toute opération de privatisation/dénationalisation de la propriété de la collectivité nationale.

Et avec notre parti, nous militerons pour le renforcement de la souveraineté économique.

Il s'agit de parachever le processus de réappropriation de la souveraineté de décision de l'Etat sur la plan économique entamé à travers les LFC 2009 et 2010, de le débarrasser des restes de P.A.S et donc des contradictions qui le caractérisent.

Il s'agit, concrètement, d'opérer une rupture franche avec les politiques de désertification industrielle, de déréglementation et de désengagement de l'Etat dictées par les institutions financières internationales (FMI, BM l'UE et l'OMC) qui entravent la mise en œuvre conséquente des correctifs introduits depuis 2009 et donc d'une politique conforme aux seuls besoins du développement de notre pays, de sa reconstruction après les dégâts occasionnés par la tragédie nationale, le P.A.S. et diverses catastrophes naturelles qui n'ont épargné aucune région du pays.

Nous réaffirmons notre opposition à toute politique d'austérité ou de réduction des budgets de fonctionnement et d'équipement de l'Etat qui briderait les investissements publics nécessaires à la relance de l'économie, à la création des emplois et au renforcement des services publics. Une telle réduction aurait des conséquences néfastes sur les collectivités locales.

Pour résorber durablement le chômage, il n'y a d'autre solution à notre avis que d'accélérer la relance de l'industrie nationale, de développer les services publics, d'impulser une vraie réforme agraire, par les investissements publics, la réouverture des EPE fermées, dont les entreprises communales et de wilayas, l'effacement des dettes des entreprises publiques, l'application effective de la règle de la préférence nationale par la restauration de barrières douanières afin de protéger la production nationale. Notre pays dispose en ce moment de ressources financières considérables sans précédent, dont près de 200 milliards de dollars de réserves de change dormant à l'étranger. Ces avoirs doivent être rapatriés au moins en partie pour servir à la relance économique et aux besoins sociaux.

Tout le monde s'accorde sur le fait que en plus de l'industrie et l'agriculture, le tourisme et la pêche sont également des vecteurs du développement local formidables, pourvoyeurs d'emplois par centaines de milliers. Or, les exploitations agricoles agonisent parce que étranglées sciemment par les banques et confrontées à des obstacles bureaucratiques insurmontables, ce qui fait obstacle à l'objectif vital d'assurer la sécurité alimentaire et par la même de réduire la facture d'importation.

De son côté le secteur hôtelier public reste moribond

en l'absence d'une politique claire qui accorde la priorité au tourisme local, combinant le développement des hôtels publics et l'encouragement de l'initiative privée de façon complémentaire. Nous pensons que l'Etat doit se réapproprier ses pleines missions économiques et de contrôle pour mettre fin au massacre du patrimoine public hôtelier et apporter toute l'aide au secteur de la pêche, à commencer par la création des ports de pêche, des marchés de poissons, et des conserveries.

La promotion de l'artisanat est également un moyen de création des richesses et des emplois. Elle doit de ce fait, bénéficier de l'attention et du financement nécessaires.

Pour notre part, si nous sommes élus, nous ne ménagerons aucun effort, dans la mesure de nos prérogatives, pour mettre un frein à l'anarchie et rétablir les conditions du développement de notre commune, de notre wilaya, utilisant tous les atouts dont elle dispose.

Nous ne nions pas les efforts déployés par les institutions de l'Etat, à travers les investissements publics importants destinés à la relance économique et pour le renforcement des services sociaux, pour la construction des infrastructures de base et à la prise en charge des besoins sociaux culturels et sportifs et en matière de logements. Mais, en l'absence d'institutions élues réellement représentatives à tous les niveaux, le contrôle fait défaut, quant à la gestion des fonds publics. De même que l'absence de planification empêche la définition des priorités et génère l'anarchie dans la prise en charge des projets.

À notre avis, la spéculation à l'origine de l'actuelle flambée des prix, pose l'urgente nécessité du rétablissement des offices nationaux pour les produits stratégiques, la réouverture des Aswaks El Fellah et galeries algériennes, l'ouverture de nouveaux marchés pour répondre aux besoins des populations et intégrer toutes les personnes qui activaient dans le marché informel.

Nous le savons et les élections du 10 mai l'ont démontré par un taux d'abstention sans précédent, vous êtes défiants à l'égard des processus électoraux à cause de la fraude, des promesses non tenues, du détournement du mandat électif à des fins personnelles.

De plus, désormais, la pollution politique, la confusion, le mélange entre l'argent et les affaires d'un côté et la politique de l'autre côté sont le trait dominant des scrutins ce qui met en péril la démocratie politique.

Est-ce pour autant irréversible ?

Notre histoire récente témoigne qu'aucune situation n'est inéluctable pour peu que s'organise et s'exprime la volonté du peuple.

Il est, en effet, possible de modifier le cours des choses, d'imposer l'assainissement de la pratique po-

litique, le pluralisme véritable, la recomposition politique en sanctionnant les partisans de la décomposition.

Pour notre part, conscients des difficultés à affronter du fait de l'accumulation des problèmes et des attentes populaires légitimes, nous considérons que les développements mondiaux et régionaux, qui menacent de désintégrer les nations, ciblant notre pays, et la crise politique générée par les législatives du 10 mai, posent la nécessité d'organiser la défense de la nation. C'est la raison pour laquelle notre parti participe aux élections locales pour faire barrage au chaos.

Dans ce cadre, nous prenons l'engagement, dans le respect des positions de chacune et chacun vis-à-vis du scrutin, de lutter, avec vous, pour des solutions collectives aux problèmes (logements, emplois, transport, soins, enseignement, eau, électricité, raccordement au gaz, routes, hygiène, bureaux de poste, jardins d'enfants, crèches, espaces culturels et sportifs, parcs... etc).

- Avec les députés de notre parti, nous militerons en faveur du renforcement des prérogatives des élus locaux en consacrant leur primauté sur l'administration pour qu'ils puissent respecter leur mandat, pour l'effacement de toutes les dettes des communes, pour des budgets conséquents déterminés à partir des besoins. Nous militerons pour que la quote-part des impôts dus par les unités de production, soit versée aux communes où elles se trouvent et que les fonds destinés à la solidarité communale soient réservés exclusivement au développement local.
- La préservation du patrimoine de notre wilaya et de notre commune, contre la dilapidation des biens publics, la spéculation, le pillage et la privatisation, constituera un axe prioritaire et permanent de notre action. Et nous militons pour la restitution du patrimoine foncier et immobilier des APC, détourné de sa vocation ou bradé.
- Pour mettre fin à l'injustice et donner une impulsion certaine à l'amélioration des services publics, nous militerons pour l'amélioration du statut des travailleurs communaux, et plus généralement des collectivités locales pour la satisfaction de leurs revendications.
- La prise en charge des besoins de la jeunesse majoritaire constituera notre cheval de bataille permanent.
- Nous combattons le travail des enfants et l'exploitation des jeunes diplômés, les emplois précaires...
- Nous nous engageons à accorder une attention particulière aux personnes handicapées et aux personnes âgées, en oeuvrant pour la construction des infrastructures nécessaires à leur accueil (écoles spécialisées, centres d'accueil, maisons de retraites médicalisées).
- De même que nous lutterons pour que les femmes

seules et les jeunes travailleurs bénéficient de conditions d'hébergement qui protègent leur dignité.

- Pour que la scolarisation de tous les enfants soit effective, nous militerons pour la création de postes d'assistantes sociales au niveau de chaque commune dont la fonction consisterait à s'assurer de la scolarisation de chaque enfant et que le cas échéant, soient prises les mesures d'aide sociale aux parents qui ne peuvent l'assurer. Nous militerons pour la généralisation des cantines scolaires, l'ouverture des crèches et jardins d'enfants, pour une couverture à 100% du transport scolaire.
 - Nous lutterons contre la déréglementation et l'anarchie en matière de construction, veillant au respect des normes de l'urbanisme, nous combattons l'habitat précaire et lutterons pour la construction de logements sociaux dans les villes et les campagnes, en nombre suffisant afin de résorber le déficit qui provoque à chaque distribution des émeutes, et pour fixer les paysans sur la terre, de même que nous militerons pour la restauration des habitations vétustes et plus généralement l'amélioration du cadre de vie.
 - Nous œuvrerons pour que soient dégagés les mesures et moyens nécessaires à la prévention contre les catastrophes et à la prise en charge immédiate des dégâts qu'elles occasionnent, par la mise en place de parcs d'intervention rapide.
 - Nous combattons le détournement des terres agricoles vers des projets fonciers lucratifs et plus généralement nous défendons les terres nationalisées contre tout subterfuge juridique visant leur privatisation, incluant l'annulation de toute décision illégale. Minoritaires ou majoritaires dans les assemblées élues, nous travaillerons dans l'unité avec les élus des autres partis, car seule compte pour nous l'obligation de répondre aux attentes des habitants de notre wilaya et de notre commune, de soulager les souffrances des couches vulnérables.
- Ce faisant, nous voulons contribuer à assécher le vif de la détresse sociale et par la même, consolider le tissu social national dressant un rempart contre les manipulations et offensives visant l'intégrité et la souveraineté de la nation.
- Ce sont là les axes principaux de notre engagement que nous comptons décliner dans les APC et les APW si vous nous en donnez mandat. Comme vous l'aurez relevé, leur réalisation appelle, non seulement l'engagement politique des élus; mais des politiques centrales traduites dans des budgets sectoriels dans les Lois de finances. Nous le soumettons à votre réflexion pour enrichissement et approbation le 29 novembre prochain en choisissant les listes du PT et pour nous mobiliser ensemble, afin que soient réunis les moyens nécessaires à sa réalisation.